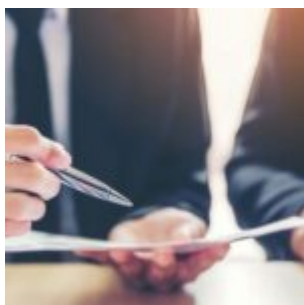


Cession de fonds de commerce : les créances du vendeur sont-elles transmises à l'acquéreur ?



© 2023 Les Echos Publishing

En l'absence de clause expresse, la vente d'un fonds de commerce n'emporte pas de plein droit la transmission à l'acquéreur des obligations dont le vendeur était tenu en vertu d'engagements qu'il avait souscrits auparavant ni celle des créances qu'il détenait avant la cession.

Cette règle vient à nouveau d'être rappelée par les juges dans une affaire récente. Une société avait licencié un salarié pour faute lourde, lequel avait contesté ce licenciement en justice. Quelques années plus tard, cette société avait vendu son fonds de commerce à une autre société, laquelle était alors intervenue, devant la cour d'appel, à l'instance sur le licenciement pour réclamer au salarié licencié des dommages-intérêts en réparation du préjudice subi par la faute de ce dernier.

Cette action a été jugée irrecevable par la Cour de cassation, qui a donc rappelé le principe, exposé ci-dessus, de non-transmission automatique à l'acquéreur d'un fonds de commerce des droits et obligations détenus par le vendeur avant la cession et qui a constaté l'absence de clause contraire. En vertu de ce principe, la créance (en l'occurrence, les

dommages-intérêts) que la société vendeuse du fonds de commerce détenait, le cas échéant, sur son ancien salarié n'avait pas été transmise à la société ayant acquis le fonds.

[Cassation commerciale, 25 octobre 2023, n° 21-20156](#)

© 2023 Les Echos Publishing